

# Point de Presse du Conseil d'Etat

---

20 janvier 2011

La version Internet fait foi

M. Mark Muller, président du Conseil d'Etat  
Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat



# Sommaire

---

Genève internationale.....	4
Présentation des vœux du Corps consulaire aux autorités genevoises.....	4
Genève-Confédération .....	5
Genève défavorable au maintien de la carte d'identité non biométrique.....	5
Titre de séjour biométrique pour étrangers extra-européens : adaptation tarifaire .....	5
Genève .....	7
Non-aboutissement de l'initiative populaire « Genève-Plage pour tous ! Toute l'année. Plus qu'une plage »	7
Stationnement aux Eaux-Vives : une offre en pleine mutation .....	8
La commune de Chancy au bénéfice d'un plan directeur communal .....	8
La faculté de médecine de l'Université de Genève et les HUG renforcent leur collaboration .....	9
Communes genevoises : nombre de signatures requis en 2011 pour l'aboutissement d'une initiative ou d'un référendum .....	10
Législature 2011-2015 : modes de scrutin et nombre de conseillers municipaux à élire fixés.....	11
Agenda des invitations à la presse .....	13

# Genève internationale

---

## **Présentation des vœux du Corps consulaire aux autorités genevoises**

Comme il est de coutume en chaque début d'année, le Corps consulaire de Genève a été reçu hier matin par les autorités genevoises, auxquelles il a présenté ses meilleurs vœux pour 2011.

Lors de cette rencontre, le doyen du Corps consulaire, M. Nabil Mohamad Al Saleh, consul général d'Arabie Saoudite, et M. Mark Muller, président du Conseil d'Etat, ont chacun prononcé un discours.

La composition de la délégation du Corps consulaire peut être consultée à l'adresse suivante : [http://www.ge.ch/conseil\\_etat/2009-2013/ppresse/20110120\\_annexe.asp](http://www.ge.ch/conseil_etat/2009-2013/ppresse/20110120_annexe.asp).



# Genève-Confédération

---

## **Genève défavorable au maintien de la carte d'identité non biométrique**

Répondant à une procédure de [consultation de la commission des institutions politiques du Conseil national](#), le Conseil d'Etat se prononce contre la proposition de maintenir, à l'avenir, deux types de cartes d'identité : biométrique et non biométrique.

L'émission de deux types de cartes d'identité risquerait en effet de poser des problèmes de politique extérieure. Il est en effet préférable que la Suisse n'émette qu'un seul type de document afin d'avoir une visibilité uniforme vis-à-vis des autres Etats. Par ailleurs, le maintien de deux cartes d'identités différentes entraînerait forcément des frais supplémentaires avec, à la clé, une augmentation des coûts qui n'est pas souhaitable. En outre, si des cartes d'identité munies de données biométriques devaient devenir obligatoires pour se déplacer hors de Suisse – ce qui est fort probable –, les cartes d'identité sans puce ne seraient dès lors plus utiles.

D'autre part, compte tenu de l'expérience acquise par le service des passeports et de la nationalité depuis l'introduction des passeports biométriques, le Conseil d'Etat estime qu'il est possible, au-delà du délai transitoire de deux ans prévu par la loi, de supprimer la possibilité de commander des cartes d'identité auprès des communes de domicile.

*Pour toute information complémentaire : M. Nicolas Bolle, secrétaire adjoint, DSPE, ☎ 022 327 92 11.*

---

## **Titre de séjour biométrique pour étrangers extra-européens : adaptation tarifaire**

Depuis la mise en application de l'accord de Schengen le 12 décembre 2008, les ressortissants d'Etats non-membres de l'Union européenne (UE) ou de l'Association européenne de libre-échange (AELE) autorisés à séjourner en Suisse reçoivent un titre de séjour uniforme et conforme aux prescriptions de Schengen.

A partir du 24 janvier 2011, ce titre de séjour sera adapté aux nouvelles exigences européennes. Il devra contenir des données biométriques et sera alors muni d'une puce contenant une photo numérique du visage et deux empreintes digitales.

Ces nouveaux impératifs sécuritaires impliquent d'adapter en conséquence les taxes perçues pour la délivrance du titre de séjour, répertoriées dans le règlement relatif à la délivrance de renseignements et de documents ainsi qu'à la perception de diverses taxes, par l'office cantonal de la population et les communes. En effet, aux taxes de base liées à la procédure d'octroi de l'autorisation s'ajouteront désormais une taxe de saisie des données biométriques et une taxe de production du titre de séjour. Afin de ne pas prêter les familles, le canton de Genève a opté pour un tarif réduit applicable aux mineurs.

Des informations détaillées sur le titre de séjour biométrique sont disponibles sur le site Internet de l'office cantonal de la population : [www.ge.ch/etrangers-confederes/fr/](http://www.ge.ch/etrangers-confederes/fr/).

*Pour toute information complémentaire : Mme Nadine Mudry, secrétaire adjointe, DSPE, ☎ 022 327 92 12.*

## **Non-aboutissement de l'initiative populaire « Genève-Plage pour tous ! Toute l'année. Plus qu'une plage »**

Le Conseil d'Etat a constaté le non-aboutissement de l'initiative populaire « Genève-Plage pour tous! Toute l'année. Plus qu'une plage ». En effet, le nombre de 10'000 signatures valables exigé par la Constitution n'est pas atteint, tandis que des personnes ont été rémunérées pour collecter des signatures, ce qui est contraire à la loi.

La vérification des signatures déposées à l'appui de la demande d'initiative a donné les résultats suivants :

- nombre de signatures annoncées par les déposants : 13'630
- nombre de signatures réellement déposées et contrôlées : 13'028
- nombre des signatures valables, sous réserve d'annulation pour cause de rémunération : 9'671

Les 3'357 signatures invalidées sont constituées de :

- 1'693 signatures dont l'identité est fantaisiste, non déterminable, ou dont il n'y a pas de raison suffisante d'inférer qu'elle corresponde au signataire ;
- 1'389 signatures de personnes sans droits politiques dans le canton ;
- 275 signatures à double.

A la demande du comité d'initiative, les signatures ont fait l'objet d'un double comptage par le service des votations et élections de la chancellerie d'Etat. Le nombre de signatures admises n'atteignant pas les 10'000 signatures valables exigées par la Constitution, l'initiative cantonale n'a donc pas abouti.

Par ailleurs, un autre motif légal justifie le non-aboutissement de l'initiative. En effet, le comité d'initiative a admis avoir rémunéré certaines personnes pour procéder à la récolte de signatures, ce qui est constitutif d'une infraction pénale d'après l'article 183, lettre d, chiffre 3 de la [loi sur l'exercice des droits politiques \(LEDP\)](#). Puisqu'il n'est pas possible de déterminer rétroactivement combien, ni quelles signatures ont été récoltées par les personnes rémunérées, le motif d'annulation au sens de l'article 91, alinéa 3, lettre c LEDP doit s'étendre à l'ensemble des signatures.

La constatation de non-aboutissement de l'initiative est notifiée dans un arrêté du Conseil d'Etat qui sera publié dans la Feuille d'avis officielle. Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès de la Chambre administrative de la Cour de justice dans les six jours qui suivent cette publication.

*Pour toute information complémentaire : M. Mark Muller, président du Conseil d'Etat, en contactant M. Nicolas Merckling, chef du service communication et information, CHA, ☎ 022 327 90 80 ou 078 584 01 54.*

---

## Stationnement aux Eaux-Vives : une offre en pleine mutation

Le Conseil d'Etat répond à une [pétition](#) de l'[association « Vivre aux Eaux-Vives »](#) relative à la création de places de stationnement et à la gestion de la circulation dans le quartier des Eaux-Vives.

Le gouvernement a ainsi rappelé que l'offre en stationnement sur le domaine privé dans le quartier des Eaux-Vives, qui se caractérise par un bâti ancien et dense, n'a pas été conçue pour répondre à la demande en stationnement issue du développement du trafic automobile. Il s'agit aujourd'hui de répondre à la demande des habitants, tout en tenant compte des besoins d'amélioration et de valorisation de l'espace public dans le quartier, selon les planifications de la Ville de Genève.

Plusieurs projets de parkings habitants sont en cours de développement pour répondre à cette demande. Ainsi, entre autres projets, la Ville prévoit de réaliser un parking de 250 places sous la place du Pré-l'Evêque et lancera un appel d'offres pour la réalisation d'une étude à la mi-2011. La création de ce parking répondra aussi au désir manifesté à plusieurs reprises par les habitants et usagers du quartier d'aménager la place du Pré-l'Evêque en place piétonne.

Toutefois, la tendance à la diminution du taux de motorisation constatée en ville se confirme également aux Eaux-Vives. Entre 2003 et 2009, ce taux a ainsi diminué de 6,4 % dans le quartier, pour atteindre 414 véhicules pour 1000 habitants contre 442, ce qui représente une diminution de 263 voitures de tourisme. De ce fait, les évaluations menées au moment du dépôt de la pétition, fin 2003, doivent être revues à la baisse pour tenir compte d'une possible vacance dans l'utilisation des places existantes. Conformément aux objectifs du plan directeur du stationnement adopté par le Conseil d'Etat le 25 août 2010 (voir [point de presse](#)), le canton entreprendra dès cette année un travail de recensement de ces places vacantes, lequel débouchera, cas échéant, sur des stratégies complémentaires à la construction de nouveaux parkings souterrains, particulièrement onéreux et difficiles à rentabiliser.

Enfin, le Conseil d'Etat relève que la mise en œuvre de la zone 30 km/h des Eaux-Vives, dont les travaux se terminent en ce début d'année 2011, prévoit la création de vingt-huit places pour les voitures et de trente-cinq places pour les deux-roues. Les mesures de modération mises en place empêcheront les vitesses excessives, alors que le contrôle du stationnement continuera d'être assuré par les agents de la Fondation des parkings.

*Pour toute information complémentaire : M. David Favre, secrétaire général adjoint chargé de la mobilité, DIM,  
☎ 022 327 96 05.*

---

## La commune de Chancy au bénéfice d'un plan directeur communal



Le Conseil d'Etat a approuvé le plan directeur de la commune de Chancy, ainsi que son plan directeur des chemins pour piétons.

La commune de Chancy a vu son rythme de croissance s'accélérer ces dernières décennies. Bien que n'ayant dépassé que récemment le cap des 1000 habitants, sa population a triplé depuis 1970 et avoisinera dans quelques années les 1400 résidents.

Le plan directeur communal est synthétisé en neuf fiches de mise en œuvre. Il traite notamment des points suivants :

- les potentiels et le développement futur de la commune ;
- les aménagements extérieurs du futur quartier des Raclerets-Champlong ;
- l'étude de trois variantes pour une route d'évitement du village ;



- l'aménagement d'une zone de détente et de découverte au bord du Rhône ;
- la proposition d'un espace de détente, de loisirs et de découverte au Longet ;
- le développement de la biodiversité dans les zones résidentielles ;
- la revitalisation de l'espace agricole ;
- la gestion de l'énergie ;
- les mesures à prendre pour la sécurité et le confort des piétons, tant pour le périmètre concerné par l'aménagement du village que pour l'espace rural.

Avec ce plan directeur communal, Chancy se dote aujourd'hui d'un instrument d'aménagement du territoire qui permettra une collaboration efficace avec l'Etat de Genève dans la gestion des projets futurs concernant la commune. L'approbation du plan directeur des chemins pour piétons permet également de répondre à la législation qui confie aux communes la responsabilité de l'élaboration d'un tel plan.

*Pour toute information complémentaire : M. Fabio Dubs, planification directrice localisée et mise en œuvre des grands projets, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 74.*

---

## **La faculté de médecine de l'Université de Genève et les HUG renforcent leur collaboration**

Le Conseil d'Etat a adopté un règlement sur la collaboration entre l'unité principale d'enseignement et de recherche (UPER) de médecine de l'Université et les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG), et sur le statut du corps professoral.

Le nouveau règlement établit un modèle de partenariat destiné à formaliser et à consolider les relations entre l'Université et les HUG. Il vise notamment à renforcer la collaboration entre les deux institutions dans le domaine des soins ainsi que dans l'enseignement et la recherche. A cet effet, le doyen de l'UPER de médecine assumera également la fonction de directeur de la formation et de la recherche au sein des hôpitaux.

Les conditions de travail des membres du corps professoral hospitalo-universitaire sont définies dans le nouveau règlement, de même que leurs droits et devoirs. Ces nouvelles dispositions sont largement inspirées de celles prévues dans le [règlement sur le personnel de l'Université](#).

Une convention de coopération devant permettre la mise en œuvre des orientations stratégiques communes à l'Université et aux HUG et énumérant leurs prestations et engagements réciproques sera établie dans la continuité du règlement.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat propose de modifier la [loi sur les établissements publics médicaux](#) afin d'harmoniser les règles de nomination des médecins-chefs de service au sein des hôpitaux – également membres du corps professoral universitaire – avec les dispositions de la [loi sur l'université](#) en vigueur depuis 2009. Désormais, leur nomination sera du ressort du recteur de l'Université et du Conseil d'administration des HUG, et non plus du Conseil d'Etat.

*Pour tout complément d'information : Mme Ivana Vrbica, directrice de l'unité de l'enseignement supérieur, DIP, ☎ 022 546 69 15, ou M. Adrien Bron, secrétaire adjoint, DARES, ☎ 022 546 88 08.*

## Communes genevoises : nombre de signatures requis en 2011 pour l'aboutissement d'une initiative ou d'un référendum

Le Conseil d'Etat a constaté le nombre d'électrices et d'électeurs des quarante-cinq communes genevoises au 31 décembre 2010 et a fixé le nombre de signatures requis pour l'aboutissement d'un référendum municipal ou d'une initiative municipale pour l'année 2011.

Conformément à l'article 5 de la [loi sur l'exercice des droits politiques](#), le service des votations et élections constate au début de chaque année, sur la base des rôles électoraux, le nombre d'électeurs et d'électrices de chaque commune. Sur cette base, il détermine le nombre de signatures requis pour l'aboutissement d'un référendum ou d'une initiative municipale pour l'année en cours.

Le nombre des électeurs et électrices au 31 décembre 2010 et le nombre de signatures pour l'aboutissement d'un référendum ou d'une initiative municipale en 2011 sont donc les suivants (cf. [Constitution](#), art. 59, al. 1 et 68B, al. 1) :

Commune	Electrices/ électeurs	Signatures
Aire-la-Ville	784	157
Anières	1524	305
Avully	1260	252
Avusy	956	192
Bardonnex	1545	309
Bellevue	1779	356
Bernex	6960	1000
Carouge	13'299	1330
Cartigny	584	150
Céligny	407	123
Chancy	765	153
Chêne-Bougeries	7181	1000
Chêne-Bourg	5611	1000
Choulex	690	150
Collex-Bossy	1000	200
Collonge-Bellerive	4994	999
Cologny	3155	631
Confignon	2897	580
Corsier	1227	246
Dardagny	962	193
Genève	116'554	4000
Genthod	1615	323
Grand-Saconnex	6437	1000

Commune	Electrices/ électeurs	Signatures
Gy	311	94
Hermance	595	150
Jussy	821	165
Laconnex	448	135
Lancy	19'572	1958
Meinier	1366	274
Meyrin	13'555	1356
Onex	12'476	1248
Perly-Certoux	2056	412
Plan-les-Ouates	6642	1000
Pregny-Chambésy	1805	361
Presinge	436	131
Puplinge	1503	301
Russin	319	96
Satigny	2364	473
Soral	494	149
Thônex	9365	1000
Troinex	1521	305
Vandœuvres	1707	342
Vernier	21'955	2200
Versoix	7583	1000
Veyrier	6806	1000

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,  
☎ 022 327 95 00.

## Législature 2011-2015 : modes de scrutin et nombre de conseillers municipaux à élire fixés

Sur la base des rôles électoraux au 31 décembre 2010, le Conseil d'Etat a fixé le mode d'élection et le nombre de conseillers municipaux à élire dans chaque commune, le 13 mars prochain, pour la législature 2011-2015.

La révision de la statistique de la population résidente se traduit notamment par une augmentation du nombre de conseillers municipaux à élire. Au total, pour la période 2011-2015, les communes du canton compteront ainsi 906 conseillers municipaux, contre 896 pour la législature qui s'achève. Cinq communes verront leur nombre de conseillers municipaux augmenter de deux : Bellevue, Chêne-Bourg, Meyrin, Plan-les-Ouates et Veyrier (cf. [loi sur l'administration des communes](#), art. 5).

Il n'y a en revanche pas de changement de mode de scrutin par rapport à la législature précédente, aucune nouvelle commune n'ayant franchi le seuil des 800 habitants (cf. [Constitution](#), art. 148) :

Commune	Population au 31.12.2010	Conseiller-e-s à élire	Mode de scrutin
Aire-la-Ville	1161	13	proportionnel
Anières	2537	17	proportionnel
Avully	1756	15	proportionnel
Avusy	1388	13	proportionnel
Bardonnex	2221	17	proportionnel
Bellevue	3216	19 (+2)	proportionnel
Bernex	9761	23	proportionnel
Carouge	19'904	31	proportionnel
Cartigny	853	13	proportionnel
Céligny	667	11	majoritaire
Chancy	1147	13	proportionnel
Chêne-Bougeries	10'452	25	proportionnel
Chêne-Bourg	8100	23 (+2)	proportionnel
Choulex	1023	13	proportionnel
Collex-Bossy	1676	15	proportionnel
Collonge-Bellerive	7611	21	proportionnel
Cologny	4871	19	proportionnel
Confignon	4176	19	proportionnel
Corsier	1804	15	proportionnel
Dardagny	1472	13	proportionnel
Genève	191'360	80	proportionnel
Genthod	2762	17	proportionnel
Grand-Saconnex	11'668	25	proportionnel
Gy	445	9	majoritaire
Hermance	934	13	proportionnel
Jussy	1213	13	proportionnel
Laconnex	608	11	majoritaire

Lancy	28'766	35	proportionnel
Meinier	1904	15	proportionnel
Meyrin	21'671	33 (+2)	proportionnel
Onex	17'714	29	proportionnel
Perly-Certoux	2899	17	proportionnel
Plan-les-Ouates	10'008	25 (+2)	proportionnel
Pregny-Chambésy	3679	19	proportionnel
Presinge	660	11	majoritaire
Puplinge	2030	17	proportionnel
Russin	474	9	majoritaire
Satigny	3630	19	proportionnel
Soral	737	11	majoritaire
Thônex	13'613	27	proportionnel
Troinex	2180	17	proportionnel
Vandœuvres	2674	17	proportionnel
Vernier	33'335	37	proportionnel
Versoix	13'140	27	proportionnel
Veyrier	10'019	25 (+2)	proportionnel
<b>Totaux</b>	<b>463'919</b>	<b>906</b>	

Parmi les communes précitées, lors de l'élection des magistrats communaux qui aura lieu quant à elle le 17 avril 2011, la commune de Bellevue sera dotée pour la législature à venir d'un Conseil administratif en lieu et place d'un maire et de deux adjoints, puisque sa population dépasse désormais le seuil de 3000 habitants (cf. [Constitution](#), art. 146, al. 1 et 2).

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,  
☎ 022 327 95 00.*

# Agenda des invitations à la presse

---

*Sous réserve de modifications*

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
21 janvier 10h00	Accord intercantonal de collaboration dans les domaines de compétence des chimistes et vétérinaires cantonaux	Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments (ECAB) Salle Moléson Granges-Paccot (FR)	DARES	Christophe Schaller (FR) ☎ 026 305 22 11
25 janvier 11h00	Bilan Figaro et nouvelles opérations de police	Hôtel Warwick 14, rue de Lausanne	DSPE	Yvette Renard ☎ 022 327 92 06 Patrick Pulh, ☎ 022 427 56 00